

25 juin 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'hôtel de ville de Béziers (Hérault), mardi 25 juin 1985.

Monsieur le maire,

- Mesdames et messieurs,

- Je me réjouis de cette halte à Béziers. Dans ce voyage assez chargé d'étapes, celle-ci m'apparaissait nécessaire, parce que Béziers existe ! C'est une ville dont les capacités sont grandes, vous les avez rassemblées dans ce très intéressant discours de bienvenue. Je suis tout simplement heureux de me trouver dans cette ville que je connais déjà, sans doute, mais qui me fournit l'occasion de cette rencontre d'un autre type.

- Vous avez vous-même énuméré un certain nombre de domaines dans lesquels vous souhaitez que l'action de l'Etat, de la puissance publique puissent contribuer au développement de Béziers, après une description, fort juste je crois, des difficultés de la région, de l'environnement de Béziers dont le sort est naturellement dépendant de la façon dont aux alentours se développent les cultures, l'industrie, le commerce.

- J'ai noté l'aire d'activité à laquelle vous attachez beaucoup d'importance, et vous avez raison. Je pense à ce qui m'en a été dit par le président Saumade que vous avez bien voulu citer, ce qui montre à quel point le Maire et le Conseil municipal souhaitent que ça marche. Je crois qu'en effet c'est un élément sur lequel nous devons trouver, à tous les échelons, Etat, région, département, commune, sans oublier, naturellement, le corps consulaire, le moyen de réaliser une grande -entreprise.\

Je suis tout à fait d'accord sur les moyens de communication, j'ai bien écouté, une affaire qui trouve assez difficilement sa solution bien qu'elle serait nécessaire : c'est la liaison aérienne entre Béziers et Paris. Elle a existé, elle a cessé. C'est un problème sans doute commercial. Le TGV c'est pour dans longtemps. Il va jusqu'à Lyon, à pleine vitesse, c'est remarquable, au-delà vers Genève ou vers Marseille. Le TGV existe sur des voies et dans des conditions qui lui permettent de trouver sa pleine rapidité. Le prochain projet, c'est celui de l'Ouest, qui permettra d'irriguer et la région de Bordeaux et la région de Bretagne. Un projet de TGV européen est en cours, nous en avons traité récemment, nous en reparlerons sans doute à Milan, à la fin de cette semaine. Paris, Lille, Bruxelles, Liège, Amsterdam et en tout cas Francfort, tandis que Strasbourg réclame une liaison plus directe avec l'Est de la France. Bien entendu, le fait que vous puissiez être sinon point terminal, du moins une étape importante d'une branche qui viendrait de la vallée rhodanienne me paraît tout à fait possible. Il faut, monsieur le maire, en relation avec le Préfet de région et le Président de la région bien entendu, dont l'autorité en ce domaine est reconnue, il faut qu'il y ait cette concertation et que l'on voie comment peuvent se situer les étapes et que l'on dise carrément, sans chercher à biaiser, quel peut être le calendrier, à partir de quand ?

- Vous avez évoqué le Canal du Midi, le souvenir de Riquet, je crois savoir qu'il y aurait un effort à faire. Vous n'avez pas cité - mais bien entendu vous êtes au courant - l'état des écluses non seulement l'état des écluses anciennes mais l'état surtout des écluses modernes. Voilà encore un problème qui se pose. Béziers est bien desservie sur tous les autres -plans. Naturellement la nature s'y prête, il y a cette grande voie du littoral qui depuis les Romains et avant les Romains, a servi à bien des migrations, au mouvement des affaires et aussi au mouvement des armées.

Aucune raison de penser que les temps modernes changent les données géo-politiques, Béziers représente donc une place forte - dans le vrai sens du terme et non pas simplement militaire - et elle doit être fortifiée si des signes de faiblesses apparaissent.\

Vous en avez traité quelques-uns et je le répète, j'ai été très sensible à la façon, disons précise concrète, constructive dont vous avez abordé cette explication. Je veux parler de la clinique mutualiste, et vous répondez comme je l'ai fait hier soir : voilà bien des sujets qui ne sont pas de mon ressort. Avant de venir dans votre région et dans vos villes, j'ai demandé au gouvernement - car c'est tout à fait du domaine gouvernemental et pas du tout du domaine présidentiel même si la confusion se fait constamment, mais il est normal qu'en venant vous voir je vous apporte les éléments d'information qui vous sont nécessaires - j'ai donc consulté le gouvernement qui m'a apporté les éléments d'appréciation que je vous soumetts maintenant.

- Pour cette clinique mutualiste, les difficultés sont évidentes. Le mutualisme ne peut qu'aller dans le sens de ce que je souhaite, il faut donc qu'un effort soit fait pour tirer d'affaire ou de son mauvais pas l'entreprise en question. Je vais y réfléchir et consulter les responsables. Les premiers responsables, après tout, ce sont les dirigeants et il ne s'agit pas de se substituer à eux. Vous avez également traité des sujets qui sont toujours du domaine du gouvernement, monsieur le maire. L'EDF a décidé de rapatrier sur Montpellier un certain nombre de services qui étaient à Béziers. A-t-elle eu tort ? A-t-elle eu raison ? Je n'en sais rien. A priori, cela ne vous étonnera pas de la part du Président de la République qui a réalisé la plus grande décentralisation que l'on eût connue depuis Napoléon 1er, la décentralisation actuelle est la réforme la plus considérable de nos traditions qui ont toujours été centralisatrices, ce qui était parfaitement normal, depuis la constitution du royaume, il fallait bien qu'elles le fussent sans quoi le royaume, puis la nation n'auraient pas existé. Mais nous avons fait ce qu'il fallait faire et aujourd'hui, la décentralisation donne aux administrateurs locaux - surtout de région et de département, beaucoup plus qu'aux maires - des pouvoirs qui sont considérables dès lors qu'ils sont financés et les transferts entre l'Etat et les collectivités locales ont été des transferts rigoureusement précis et rigoureusement honnêtes.

- On dira : "cela nous éloigne de la grande politique" mais vous ne l'avez pas abordée et je ne le ferai pas moi non plus même si cela déçoit quelques-uns.

La grande politique c'est aussi la vie quotidienne, c'est l'orientation que l'on donne au pays pour qu'il vive mieux et il ne peut vivre mieux que si l'emploi repart et l'emploi ne repartira que si l'on vainc l'inflation. Si l'on vainc l'inflation, on pourra davantage moderniser le pays et si on modernise le pays, si le marché s'ouvre parce que l'inflation aura été vaincue, eh bien l'emploi reflourira... Vous me direz : "mais il faut attendre bien longtemps". Certes, la situation depuis 1973 s'est dégradée et s'est appliquée en fait sur une destruction intime, un manque d'adaptation de l'appareil industriel dès avant 1973, qui remonte d'ailleurs sans doute au début de l'ère industrielle. Cela fait que nous n'avons pas - et quand je dis nous, je suis généreux, l'Etat n'a pas été le responsable dans cette affaire - que les dirigeants d'entreprise en France des industries traditionnelles : métallurgie, textile, que sais-je encore... n'ont pas adapté leur outil aux conditions de la compétition moderne. Alors tout ça se défait sous nos yeux et bien entendu il n'appartient pas à la puissance publique, à l'Etat, c'est-à-dire à vous, l'ensemble des contribuables, de compenser les différences.

- L'Etat a un devoir, il l'assume, il faut qu'il l'assume encore plus, c'est celui de donner la solidarité sociale qui seule peut compenser pour vivre quotidiennement la difficulté économique présente, qui est le drame des chômeurs. Mais la vraie solution reste économique, il faut donc redonner à l'emploi toute sa force et pour cela il faut résoudre ce qu'on nous demande de résoudre en peu d'années. Nous nous sommes attaqués dès 1981 et 1982 à un tissu économique trop absent, à la formation des femmes et des hommes aux technologies qui feront leur métier, qui animeront la compétition internationale hors de laquelle nous serons hors de course. On s'y attaque avec vigueur.

La modernisation ce n'est pas tout, on n'a pas tout dit avec ça, mais au moins il faut la faire ! On n'a pas tout dit parce qu'aux phénomènes de modernisation et des richesses nouvelles est lié un problème fondamental : celui de la répartition de cette richesse nouvelle, comme de répartir mieux la richesse acquise à travers les générations précédentes. Il faut être juste, la France ne se redressera que si chacun des Français a le sentiment de prendre part non seulement à l'effort mais aussi au revenu qui sera le résultat de cet effort collectif. On me dit : "oui, mais cela fait

mais aussi de revenu, qui sera le résultat de cet effort collectif. On me dit : "oui, mais cela fait trois ans, quatre ans..." Croyez-vous que ce phénomène est né soudainement simplement parce que la France avait changé de majorité ? Vous ne croyez pas, monsieur le maire ? C'est venu tout simplement du fait que, sans que l'on puisse dire "c'est celui-ci, c'est celui-là" à travers l'appréhension de la deuxième révolution industrielle puis de la troisième qui a commencé déjà depuis plusieurs décennies, la France ne s'est pas mise dans le coup. Eh bien ! il faut y aller ! Il faut essayer de convaincre, ce qui n'est pas toujours très commode. Il faut essayer d'entraîner. Il faut donner les moyens. Il faut choisir les points d'impact. Et il faut absolument que la solidarité nationale s'exerce pour ceux qui souffrent le plus, ceux qui sont au chômage - et je dirais qu'ils sont les seuls à souffrir vraiment. Je pense à ce moment-là au problème du pouvoir d'achat. Certes l'Allemagne - représentée toujours comme un modèle - en est à environ 2 % de pertes depuis 4 ans tandis que les Français, depuis 1981, ont vu leur pouvoir d'achat s'accroître de 4,2 %. Mais celui-ci est passé depuis 2 ans légèrement au-dessous de zéro et cela s'est ressenti surtout chez ceux qui n'ont pas les moyens.

- La solidarité nationale doit donc s'exercer mais dire ou laisser croire qu'il est possible de corriger le chômage sans avoir corrigé d'abord les facteurs économiques que nous avons trouvés en si mauvais -état, notamment l'inflation et le commerce extérieur, ce serait tromper l'opinion. Ce serait engager, comme on le fait trop souvent ici et là, les travailleurs dans une direction où ils seraient perdus car l'instrument auquel on prétend accrocher leur travail est un instrument qui se brisera de telle sorte que non seulement les chômeurs d'aujourd'hui, les travailleurs d'aujourd'hui dans leur ensemble mais aussi leurs enfants vivront dans une société qui ira vers le sous-développement. Tel n'est pas le choix que nous avons fait et c'est pourquoi on constate tous les jours les bases du redressement.\

Je suis vraiment très heureux de me trouver dans cette mairie de Béziers, devant les citoyens, des Français qui aiment sans aucun doute leur pays - ils ont une grande tradition républicaine -, qui obéissent au va et vient de l'opinion, qui représentent une opinion présentement parfois réticente - je ne dis pas provisoirement, je suis très poli avec vous, il faut choisir ses adverbess -, au style, à la politique de la majorité, donc du gouvernement, disons les choses entre nous, personne ne nous entendra, du Président de la République.

- Ayant affirmé mes convictions et mes choix, je sais bien qu'un grand pays comme le nôtre ne pourra atteindre les rivages d'un siècle prochain avec la chance de vaincre - et il le peut, il en a les moyens - que si sur certains points, pas tous, les principaux, il se produit une sorte de symbiose, en tout cas la symbiose des volontés, ce que vous avez appelé le point de départ des énergies et des intelligences. Béziers n'en manque pas, je le sais, je connais Béziers comme tous les gens qui aiment la France et qui aiment voyager, faire des itinéraires de leur vie personnelle. Mais je sais aussi ce que Béziers représente dans l'histoire. Vous m'avez offert la médaille de la ville et vous m'avez dit "oui, c'est bien le sceau de Tautavel". Le siècle de Béziers, les drames qui se sont passés, le choix de la liberté de l'esprit, le sacrifice consenti qui a marqué pour des siècles cette région, tout cela existe, un côté à la fois rebelle et fidèle, c'est-à-dire que lorsque l'adhésion de Béziers est donnée, elle est vraie, elle est durable. Lorsqu'on a le sentiment de supporter une injustice, on est rebelle et on est dur et Béziers est une ville rigoureuse.\

Vous avez évoqué - comment peut-on faire autrement à Béziers ? - la fameuse équipe de rugby, citée justement sur le bouclier de Brénus. J'ai en effet assisté - nous étions là quelques-uns - à la façon très angoissante dont cette équipe a gagné un championnat de France. Quel courage il a fallu, quels nerfs solides ! On dira : "c'est un sport, c'est un jeu, pourquoi y prêter tant d'attention ?" Mais c'est là que se révèle le caractère ! Et je dois dire que j'étais très admiratif de voir de quelle façon cette équipe a su affronter un destin qui paraissait contraire pour finalement l'emporter l'année suivante. C'est ça aussi le sport, c'est ça aussi le jeu, après tout si j'étais à Toulouse, est-ce que je pourrais dire "je regrette que Béziers..." non ! Ainsi vont les choses. Il m'est arrivé d'assister à de nombreuses finales de rugby, je crois que j'ai inauguré - la tradition c'était le football, la Coupe de France - et j'ai vu quelquefois des hommes politiques très importants : le maire de Paris, le maire de Nantes, de villes qui ont été finalistes et naturellement j'ai éprouvé leurs impressions très contrastées selon que leur équipe prenait de l'avance ou du

retard et chaque fois je m'amusais à leur dire : "moi je suis le seul tout à fait tranquille parmi vous", "mais pourquoi monsieur le Président de la République ?" "parce que, moi, Nantes et Paris sont dans ma circonscription, donc je n'ai pas de préférence." Mais si je vous dis que j'aime bien Béziers ce n'est pas pour un effet électoral, je risquerais d'abord d'être déçu et ensuite il vaut mieux ne pas trop spéculer sur ces choses. Simplement je suis venu à vous, les mains libres et les mains ouvertes, l'esprit ouvert surtout. Et je vous remercie de votre accueil. Maintenant il faut poursuivre la route. Vous aurez, monsieur le maire, sur les points que vous avez traités, par les ministres responsables que je vais saisir, les réponses qui paraîtront les plus adaptées. L'EDF, la SNCF, sont des organisations qui sont libres de leurs actions, mais en effet, il est bon aussi de les rappeler à ce qui peut paraître utile pour le pays. C'est bien entendu, merci, mesdames et messieurs,

- Vive Béziers,
- Vive Languedoc-Roussillon,
- Vive la République,
- Vive la France.\